

L'ÉDITO

Béatrice Delfaux

ÉDITORIALISTE EN CHEF

LA DERNIÈRE RENTÉE UTILE

C'est la rentrée. Pour les ministres du fédéral, c'est ce vendredi que tout repart. Une occasion à ne pas manquer pour faire des choses, car c'est la dernière rentrée vraiment utile, celle où l'on peut encore regarder l'horizon des réformes et pas seulement la ligne d'arrivée électorale. Au cours de cet été, à nouveau, les échanges de propos peu aimables, les accusations, intra-majorité - sur le racisme, sur les libertés, sur la sécurité, sur l'équilibre budgétaire - n'ont pas manqué. Ces divergences devront être mises cette fois sérieusement de côté au cours

des douze mois à venir, si le gouvernement Michel I^{er} veut revendiquer *in fine* l'étiquette de réformateur dont il a fait son label et son objectif de début de parcours.

Les prochaines rentrées seront déterminées, plombées - viciées ? - par les trois élections qui se rapprocheront à grands pas : chaque parti sera

Les prochaines rentrées seront plombées par les élections qui se rapprocheront

obsédé par l'idée de marquer des points à son seul profit, et souvent au détriment des autres, fussent-ils alliés de coalition. Ceux qui ont aimé les chamailleries récentes risquent d'adorer les pugilats à venir. Et donc, c'est la dernière chance à saisir par ce gouvernement pour faire des choses impactantes. On attend avec impatience de voir se dessiner le projet « mobilité » promis avant les vacances, englobant

les Régions et le fédéral. Un plan qui offrirait plus qu'un patron à la SNCB : des solutions pour faciliter le déplacement des citoyens. La réforme de l'impôt des sociétés, qui ne figurait pas dans l'accord de gouvernement, fait elle aussi partie des chantiers importants, à réaliser sous la pression de l'évolution du paysage fiscal

européen. C'est une réforme qu'il va falloir imaginer et programmer, tout en sachant qu'elle ne correspondra pas au calendrier électoral. En matière d'énergie aussi, on attend une perspective d'avenir, durable cette fois. Il faudrait également consolider le vivre-ensemble, sans le laisser gérer à la française, via le champ du sécuritaire, du repli sur soi, et le diktat des sondages. Le gouvernement pense à reporter l'équilibre budgétaire ? Ce sera plus facile à justifier s'il vient en même temps avec des projets qui investissent dans le long terme du pays.